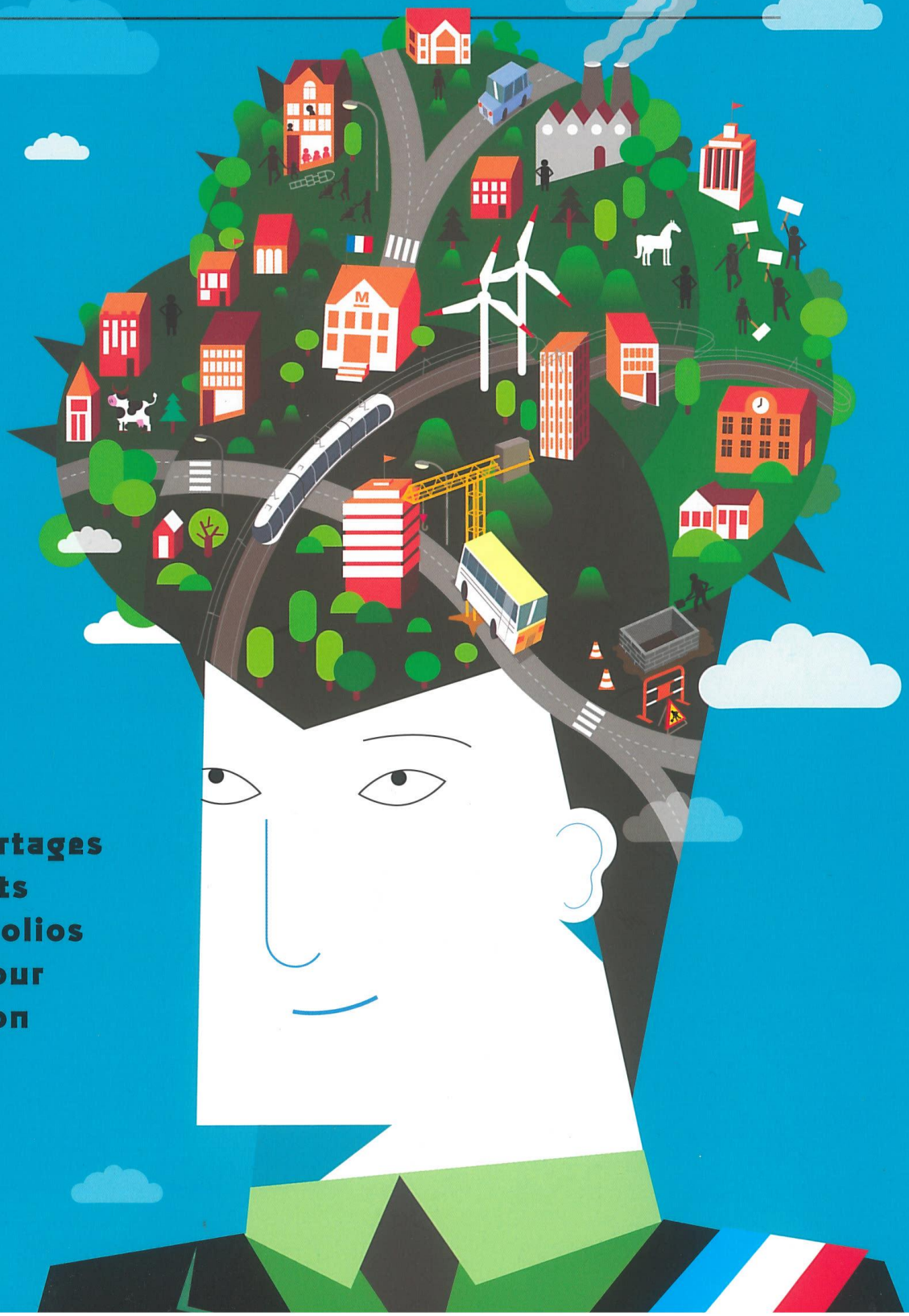
Dans la peau de l'élu public n°1

ÉDILES



—

Reportages
Débats
Portfolios
Humour
Fiction

—

sommaire

VIE D'ÉLUS

10

12. TOUTES PREMIÈRES FOIS

Dans les pas de Sandrine Vincent, maire de Chevaigné

20. 524 280 ÉLUS...

...Et quelques détails

22. « NOUS N'AVONS PAS DE BAGUETTE MAGIQUE »

Rencontre avec Bamadi Sanokho, sixième adjoint au maire de Gentilly

28. LA CROISÉE DU PATRIMOINE

Portrait de Françoise Hervé, septième adjointe au maire de Nancy

32. IL EST BEAU MON SELFIE ?

Cinq élus locaux se prêtent au jeu de l'autoportrait

EN DÉBAT

34

36. À QUOI SERT L'ÉLU TRÈS LOCAL ?

Entretiens croisés avec les politologues Christian Le Bart et Eric Kerrouche

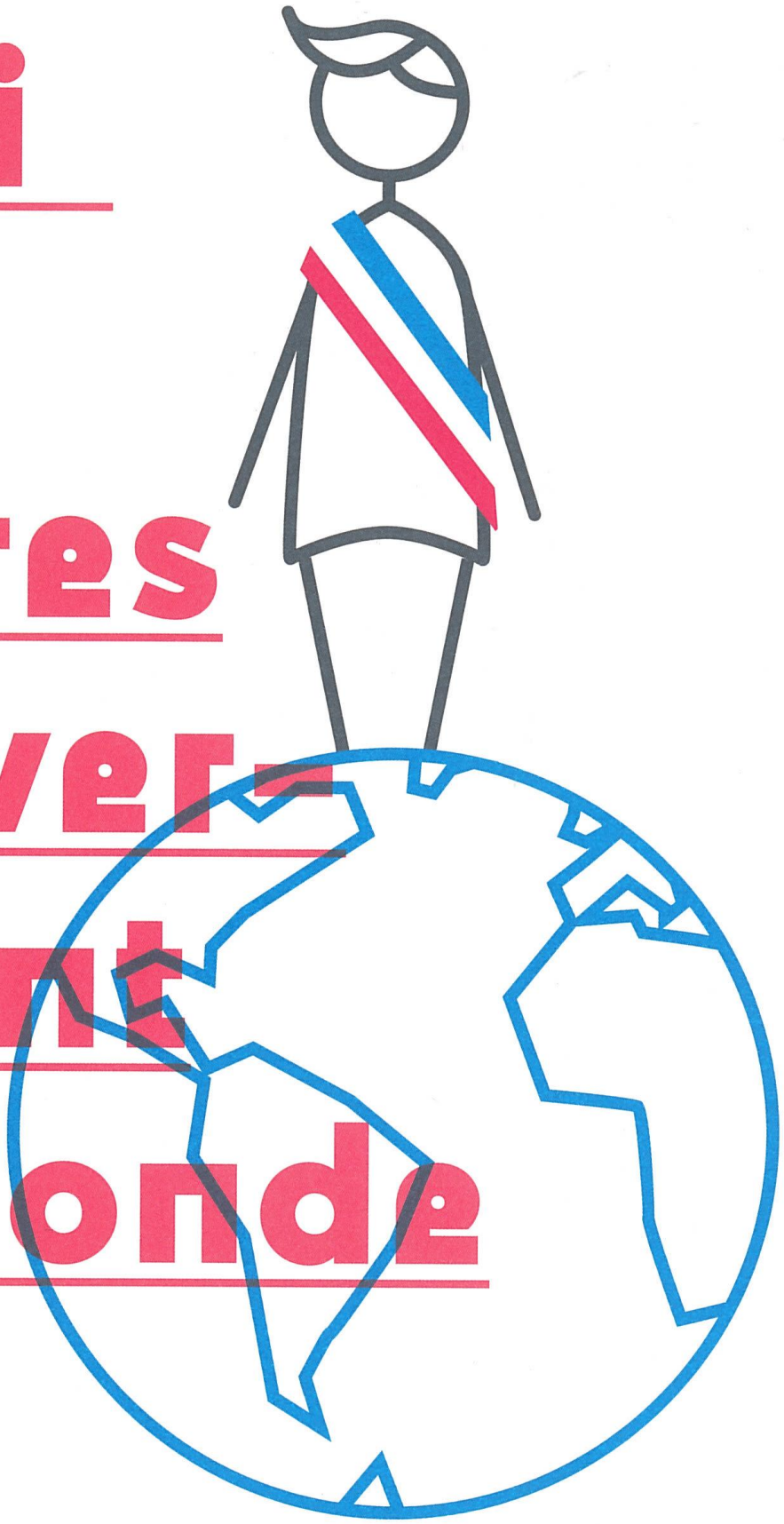
42. LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA TRAÎNE

Enquête sur la concertation publique dans les communes

46. ET SI LES MAIRES GOUVERNAIENT LE MONDE...

Extraits du dernier ouvrage du politologue américain Benjamin Barber

Et si les maires gouvernaient le monde ...



Indifférence aux frontières, pragmatisme, confiance des citoyens, travail en réseau, créativité, innovation... La ville serait le meilleur espoir de la démocratie dans un monde globalisé. C'est ce que veut démontrer le politologue américain Benjamin Barber dans son dernier livre. Bonnes feuilles.

Dans ce monde surpeuplé, aux différences trop marquées et à la solidarité trop fragile, la démocratie traverse une profonde crise. Face à des États-nations turbulents qui ont jadis sauvé la démocratie en résolvant ses problèmes d'échelle, mais qui, aujourd'hui, contrecarrent sa mondialisation, le moment est venu de se demander sérieusement: « Les villes peuvent-elles sauver le monde ? » Je pense que oui et je vais expliquer [...] pourquoi elles doivent le faire et comment elles s'en chargent déjà.

La boucle de l'épique histoire de la ville est bouclée. L'humanité a entamé sa marche vers la politique et la civilisation au sein de la « polis », c'est-à-dire de la cité. Celle-ci fut le premier incubateur de la démocratie. Mais pendant des millénaires, nous nous en sommes remis à la monarchie et à l'empire, puis aux États-nations, d'invention plus récente, pour supporter le poids de la civilisation et la charge de la démocratie. Aujourd'hui, au terme d'une longue histoire jalonnée de succès régionaux, l'État-nation nous fait défaut à l'échelle mondiale. Il était la parfaite recette de la liberté et de l'indépendance des peuples et des nations autonomes, mais il est parfaitement inadapté à l'interdépendance.

[...] Étant donné la résistance étatique face à toute collaboration transfrontalière, notre principal défi politique consiste aujourd'hui à découvrir ou à créer des institutions alternatives capables de traiter les problèmes croissants de notre monde interdépendant, sans renoncer à la démocratie que les États-nations ont de tout temps garantie.

[...] Le défi auquel est confrontée la démocratie dans le monde moderne est le suivant: comment relier la participation – locale – au pouvoir – central. L'État-nation se chargeait par le passé de cette tâche, mais il a récemment pris trop d'ampleur pour permettre l'existence d'une participation significative, alors même qu'il demeure trop petit pour traiter un pouvoir mondial centralisé.

[...] Les présidents pontifient à coup de grands principes, les maires ont les mains dans le cambouis. Et font campagne pour le contrôle des armes (exemple: l'ONG Mayors Against Illegal Guns [les maires contre les armes illégales], que l'on doit à Michael Bloomberg). Et travaillent à la lutte contre le réchauffement climatique (les villes membres du C40). Ce mode de pensée constructif s'exprime à travers des organismes comme l'Iclei [Conseil international pour les initiatives écologiques locales], dont le rapport, diffusé à la suite de la si peu constructive Conférence de l'ONU sur le climat qui s'est tenue à Durban, fin 2011, faisait observer que « les administrations locales sont ce qu'il existe de plus concret en matière de lutte contre les impacts des hommes sur le changement climatique ».

D.R.

Benjamin Barber

Né en 1939, l'Américain Benjamin Barber enseigne les sciences politiques au Centre sur la philanthropie et la société civile (City University of New York). Il est l'auteur de dix-sept ouvrages, parmi lesquels *Djihad versus McWorld* (1996). *If Mayors Ruled the World* est son dernier livre (avril 2015 en France). La conférence TED qu'il a prononcée sur ce thème, en juin 2013, a été visionnée plus de 630 000 fois (www.ted.com).

[...] Avec ou sans cautionnement officiel, les villes et les mégapoles en réseau détermineront probablement si la démocratie, voire la civilisation elle-même, survivra dans les décennies à venir, au cours desquelles le défi numéro un consistera toujours à résoudre les violents conflits à l'intérieur des États et entre eux, et à trouver comment remédier à la terrible anarchie économique et écologique, ainsi qu'aux inégalités et aux injustices dues à l'absence de gouvernance démocratique mondiale. [...] Ce n'est pas la mondialisation qui fait défaut, mais la mondialisation publique et non privée, démocratique et non hégémonique, égalitariste et non monopolistique. [...] Les villes reliées entre elles en une informelle cosmopolis pourraient devenir, à l'instar de ce que fut autrefois la « polis », les nouvelles incubatrices de la démocratie, à l'échelle planétaire cette fois.

Les maires aux commandes !

Le maire de Philadelphie, Michael Nutter, résume ainsi la situation : « Il faut se débrouiller, il faut que les choses soient faites. Nous autres [maires] voyons bien les administrations des États fédérés et Washington... Nous ne pourrions jamais nous en sortir avec ce qui se passe parfois à ce niveau-là. Nous, nous remédions aux nids-de-poule ou nous n'y remédions pas. La piscine est soit ouverte, soit fermée, et on répond à un appel d'urgence ou on n'y répond pas. »

[...] Le Manuel de transition à l'attention des maires nouvellement élus, rédigé par la Harvard Kennedy School, rappelle aux nouveaux arrivants dans les équipes municipales que « la mobilisation des relations » est au cœur d'une stratégie de gouvernance efficace, et nécessite qu'ils établissent des liens avec un ensemble d'acteurs particulièrement éclectique, parmi lesquels leurs propres chefs de département, les conseillers municipaux, les responsables du système scolaire, les dirigeants syndicaux, les associations [...], les ONG, [...] la communauté religieuse, les responsables des médias, les organisations communautaires et, bien sûr, les autres élus. On pourrait penser que de telles recommandations seraient profitables à tous les élus, à quelque niveau que ce soit, mais les maires, eux, n'ont pas le choix. Selon un ouvrage de référence intitulé The European Mayor, dans les villes importantes, « il y a un grand nombre d'entreprises privées moyennes et grandes, et un large éventail d'acteurs publics et privés qui sont sollicités pour coopérer », si bien que « le maire d'une grande ville a moins de latitude pour imposer un style autoritaire » et doit travailler dur pour arriver à un consensus.

[...] L'engagement personnel dans les affaires, les crises et les problèmes de la ville semble être une attitude spontanée des maires ; c'est [une autre] caractéristique permettant aux villes de fonc-

Des résultats hors de portée des puissants États-nations

tionner. En se rendant à leur travail, il arrive que ces chefs de quartier sauvent des habitants d'un immeuble en feu (Cory Booker à Newark) ou arrêtent des agresseurs (Boris Johnson à Londres). Ils se lancent à la recherche de voitures de police ou d'ambulances, se comportent en héros urbains et montrent de l'empathie pour les victimes citadines : les maires peuvent véritablement être des êtres humains à part entière. Pour expliquer en quoi c'est bien dans les mairies que « tout se joue », le maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, a déclaré : « Je suis convaincu que les maires occupent la position politique qui leur permet vraiment de changer la vie des gens. » Au sens littéral et non figuré. Directement et non par ricochet. Comme lorsque l'on sauve des personnes d'un immeuble en feu. Les maires parviennent à toucher la vie des gens parce que leur rayon d'action est par essence local.

[...] Certes, nous payons des impôts à l'État, nous existons en tant que sujets de droit vis-à-vis de l'État, et même nous mourons pour l'État. Mais nous naissons, grandissons, étudions, nous marions, fondons une famille, travaillons, vieillissons et mourons dans la ville, qu'il s'agisse de la version communautaire métropolitaine, urbaine,

ou de proximité, comme dans la pièce intemporelle de Thornton Wilder, *Notre petite ville*. L'État-nation est une « chose » démesurée. Les villes, c'est nous. Personne ne veut qu'une « chose » démesurée gouverne la planète. « Nous » pouvons et devons le faire. Un parlement de maires serait véritablement un parlement de « nous ».

Des villes interdépendantes

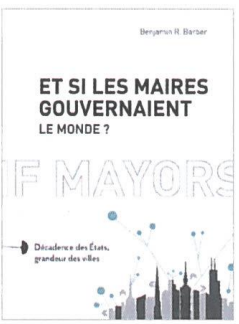
Il s'agit d'une très vieille histoire. Si l'on fait un bond [...] à l'époque qui a précédé l'ère chrétienne, on s'aperçoit que dans le monde méditerranéen, auquel on associe généralement l'autarcie économique de villes-États comme Athènes, Sparte, Thèbes, Carthage, Rome et Alexandrie, les constitutions politiques et la vie économique étaient également façonnées par des alliances, des ligues et des guildes de « polis » libres, dont les réseaux commerciaux coopératifs étaient aussi importants pour le développement d'un maillage de villes en plein essor que l'autonomie qui faisait la fierté de ces « polis ». Dès les tout débuts de l'histoire urbaine, la prospérité a été synonyme de constitution de réseaux.

[...] [En 2004] sans tambour ni trompette, la plus grande assemblée de maires et de responsables municipaux élus jamais réunie [s'est] retrouvée à Paris et [a] formé les Cités et gouvernements locaux unis (CGLU). L'événement a rassemblé quantité d'associations gouvernementales locales, dont certaines avaient près de 100 ans d'âge, venues du monde entier. [...] ONU, OMC, FMI... N'importe quel collégien [...] sait que ces entités basées sur les États, davantage reconnues qu'efficaces, sont liées aux relations internationales et à l'économie mondiale, à moins qu'elles ne soient là pour leur faire du tort. Mais CGLU ? Et pourtant, elle représente la moitié de la population de la planète. Avec ses 300 délégués venus de villes réparties dans plus de 100 pays, qui ont participé au congrès mondial de 2010, elle est sans doute mieux placée pour développer la coopération mondiale, et peut bien mieux prétendre représenter le citoyen moyen que ne pourront jamais le faire ces institutions, nées des accords de Bretton Woods, axées sur les États et dominées par l'argent, que sont l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international.

[...] Il est clair que les villes ne sont pas autorisées, sur le plan constitutionnel, à traiter les unes avec les autres en tant qu'entités souveraines et indépendantes. Même dans les systèmes fédéraux qui octroient davantage d'autonomie au niveau local [...], il existe toutes sortes de contraintes qui pèsent même sur les villes les plus autonomes de ces pays. L'une d'elles, et non des moindres, est le nœud coulant fiscal grâce auquel les autorités provinciales et nationales peuvent étrangler les aspirations des villes. Pourtant, comme le montrent les exemples en matière de sécurité et d'environnement, nombre d'interactions, bien que souvent problématiques, restent possibles. La coopération spontanée entre les villes, les organisations de la société civile et les citoyens militants peut obtenir des résultats hors de portée des puissants États-nations, qui s'avèrent handicapés par ce pouvoir même qui définit leur souveraineté.

La question qui se pose alors est la suivante : jusqu'où les villes peuvent-elles aller ensemble pour résoudre des problèmes qui s'avèrent insolubles lorsqu'ils sont entre les mains d'États concurrents ? Les innombrables réseaux mentionnés ici peuvent-ils tracer la voie jusqu'à une gouvernance urbaine mondiale ? Jusqu'à un Parlement mondial des maires ? La réponse est oui. Car la coopération citoyenne, spontanée et ascendante, et le réseautage intercités consensuel, aussi limités qu'ils puissent paraître sur le plan légal et institutionnel, peuvent néanmoins réaliser de véritables prouesses en matière d'actions communes, et résoudre de délicats problèmes urbains et mondiaux.

Traduction d'Agnès EL KAÏM
© éditions Rue de l'Échiquier
Illustration de Benjamin Devy



Et si les maires gouvernaient le monde ?, Benjamin Barber, éditions Rue de l'Échiquier, collection Initial(e)s DD, 25€, avril 2015.